

Résumé de la démarche effectuée

Nous avons envoyé une lettre comprenant une mise en contexte ainsi qu'une série de quatre questions aux candidat.e.s des cinq principaux partis politiques (CAQ, PCQ, PLQ, PQ, QS) dans les circonscriptions suivantes : Charlesbourg, Chauveau, Jean-Lesage, Jean-Talon, La Peltrie, Louis-Hébert, Montmorency, Taschereau et Vanier-Les-Rivières. Nous avons également contacté, pour les partis qui étaient représentés à l'assemblée nationale avant les élections, la personne responsable des enjeux de l'éducation au sein du parti.

Voici les quatre questions posées :

1. Que pensez-vous des conditions actuelles de scolarisation des enfants HDAA et plus particulièrement des enjeux de déscolarisation et de scolarisation à temps partiel?
2. Comment comptez-vous agir pour qu'il soit possible de suivre adéquatement l'évolution de ces enjeux au fil du temps?
3. Si vous la jugez problématique, quels moyens mettrez-vous en oeuvre pour améliorer la situation?
4. Comme élu.e, comment pourrez-vous contribuer à améliorer la situation? Comment soutiendrez-vous les parents dont les enfants vivent un enjeu de déscolarisation et les organismes qui travaillent à défendre le droit à la scolarisation?

Faits saillants et grandes observations transversales

D'abord, nous avons reçu un total de sept réponses. Le PLQ et le PQ ont tous les deux choisis de présenter une réponse collective pour l'ensemble des candidat.e.s contacté.e.s. La candidate du PCQ dans Louis-Hébert nous a fourni une réponse individuelle, tout comme les candidat.e.s de QS dans Chauveau, Jean-Talon, Taschereau et Vanier-Les-Rivières. Nous n'avons reçu aucune réponse, individuelle ou collective, de la part de la CAQ.

L'ensemble des réponses étaient unanimes au sujet des constats suivants:

- Les conditions actuelles de scolarisation des enfants HDAA, incluant les enjeux de déscolarisation et de scolarisation à temps partiel, constituent une situation inacceptable sur laquelle il faut agir.
- Le besoin de collecte de données additionnelles pour faire un portrait juste de la situation est impératif.
- Un engagement d'être à l'écoute des familles / de leur donner une voix.

Nous avons aussi choisi de faire ressortir deux éléments propres à chacune des réponses reçues.

Observations concernant les deux réponses collectives

Pour la réponse du PLQ, nous soulignons :

- Que ce parti propose qu'il y ait un.e ministre responsable des personnes handicapées ainsi qu'un secrétariat responsable d'enjeux relatifs aux personnes handicapées.
- Que ce parti propose qu'il y ait création d'une commission sur la question de la transition vers la vie adulte pour les enfants handicapés.

Pour la réponse du PQ, nous soulignons :

- Qu'en reconnaissant que la pénurie importante de personnel scolaire joue un grand rôle dans les bris de services aux élèves, ce parti propose d'autoriser au personnel de soutien de travailler plus d'heures par semaine, et de fournir plus de financement pour la concertation des acteurs, afin d'offrir un meilleur accompagnement et de meilleurs services aux élèves HDAA.
- Ce parti s'engage à mettre en place une commission sur l'éducation pour mener une grande réflexion collective sur l'éducation au Québec, avec acteurs du milieu scolaire, les parents et les élèves.

Observations concernant les cinq réponses individuelles

Pour la réponse de la candidate du PCQ dans Louis-Hébert, nous soulignons :

- Que cette candidate propose la création de classes spécialisées pour les élèves HDAA dans les écoles de quartier afin d'avoir un meilleur accès pour les familles.
- Que cette candidate propose de couper des postes de gestionnaires afin d'investir davantage dans les postes de professionnels offrant des services.

Pour la réponse de la candidate de QS dans Chauveau, nous soulignons :

- Que cette candidate veut mettre en place des conditions de travail propices au recrutement et lancer un programme d'embauche dans les secteurs publics, sociaux et communautaires, afin de faciliter l'accès à des services éducatifs complémentaires pour les élèves HDAA.
- Que cette candidate propose de favoriser un travail multidisciplinaire pour agir en prévention pour tenter d'éviter les bris de services plutôt que d'y pallier.

Pour la réponse du candidat de QS dans Jean-Talon, nous soulignons :

- Que ce candidat propose de mettre en place une recommandation du rapport Laurent, soit de créer un poste indépendant de commissaire au bien-être et aux droits des enfants.

- Que ce candidat propose de ramener davantage de gouvernance locale en éducation ainsi que des mécanismes de reddition de compte pour favoriser une vue d'ensemble et augmenter la collaboration entre milieux scolaires et services sociaux.

Pour la réponse du candidat de QS dans Taschereau, nous soulignons :

- Que ce candidat s'engage à demander au Ministre de l'Éducation que le MESS mette en place un système de surveillance et de collecte des données, et qu'en attendant, il demanderait aux centres de services scolaires d'entreprendre des initiatives locales pour adresser ces enjeux dans l'immédiat.
- Que ce candidat souhaite une augmentation du financement à la mission des organismes communautaires, afin qu'ils agissent comme gardiens de notre filet social.

Pour la réponse de la candidate de QS dans Vanier-Les-Rivières, nous soulignons :

- Que cette candidate s'engage à trouver des solutions avec les personnes au cœur de l'enjeu, sur le terrain, soit les enfants et leurs familles, et de demander aux institutions politiques et aux établissements scolaires de mettre en place de telles solutions.
- Que cette candidate s'engage à faire de l'éducation sur cet enjeu auprès de son parti et d'inciter les autres élus de son caucus à faire des démarches similaires dans leurs propres circonscriptions.

Conclusions du comité

Globalement, même si nous remercions les partis et candidat.e.s qui ont pris le temps de se pencher sur la question et de proposer des pistes de solutions, nous considérons que l'appropriation de l'enjeu de la déscolarisation reste à faire. Une réflexion doit être entamée afin que les pistes proposées soient structurantes et que leur impact soit significatif. Le fait que l'ensemble des réponses soulignent l'importance d'une collecte de données adéquate est un pas dans la bonne direction, mais l'absence de réponse de la part de la Coalition Avenir Québec laisse croire que même ce premier pas n'est pas gagné.